

Si vous trouvez cela comique, laissez-moi vous dire qu'un autre député néo-démocrate à l'Assemblée législative manitobaine, M. Jerray Storey, a déclaré à Arbour, dans ma circonscription, qu'il détesterait voir, par suite de l'accord du libre-échange, un Manitobain du Nord souffrir du froid pour qu'un Américain de l'Arizona puisse bénéficier de l'air climatisé.

Avant que vous ne vous tordiez de rire dans votre fauteuil, monsieur le Président, je tiens à informer la Chambre et les électeurs du Manitoba que c'est M. Pawley et son gouvernement, et tout probablement cet accord de libre-échange, qui vont permettre la vente d'électricité du Manitoba à l'Arizona pour le fonctionnement des climatiseurs. Les élèves manitobains préfèrent entendre les contes de Ma mère l'Oie que les inepties des néo-démocrates.

M. le Président: Le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) voudra peut-être répondre à cela.

M. Rodriguez: Merci, monsieur le Président, mais j'ai d'autres chats à fouetter.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LA POSITION DU PARTI LIBÉRAL

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, les Canadiens veulent savoir quelle est la position du Parti libéral sur l'accord de libre-échange Mulroney-Reagan. Le 26 octobre, le chef de l'opposition (M. Turner), se voilant du drapeau canadien, a proclamé: «Nous ne l'accepterons pas» et «Nous allons détruire l'accord».

Après deux années de querelles sur cette question qui revêt une importance capitale aux yeux des citoyens, les Canadiens pensaient que les libéraux avaient pris fermement position. Pas plus tard que lundi dernier, le chef de l'opposition a toutefois déclaré au journal *La Presse* qu'il était en faveur du principe du libre-échange et qu'il espérait améliorer certains passages de l'accord.

Le chef de l'opposition croit-il que les Américains vont faire des concessions au Canada lorsque l'accord sera signé, scellé et livré? Croit-il que quelques modifications superficielles peuvent améliorer un accord qui est fondamentalement mauvais pour le Canada?

Les Canadiens ne peuvent manifestement pas compter sur le chef de l'opposition pour s'opposer sérieusement et efficacement à l'accord Mulroney-Reagan. Il est comme les léopards dont les taches changent constamment. En fait, on peut maintenant déceler des nuances de rouge, de blanc et de bleu.

Seul le Nouveau parti démocratique n'a cessé de défendre les intérêts du Canada et est prêt à s'opposer à l'accord qui trahit de façon flagrante les intérêts canadiens et la souveraineté de notre pays.

Article 21 du Règlement

[Français]

LES GARDERIES

LA PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Monsieur le Président, l'annonce de la nouvelle stratégie nationale sur la garde des enfants a pour but d'offrir aux parents un choix en matière de garderies et de faire en sorte que les services offerts soient plus nombreux, plus abordables et de meilleure qualité. L'ensemble des mesures que nous propose la nouvelle stratégie vise à valoriser le choix, très légitime, de la femme quant au travail au foyer, ou à l'extérieur, et faciliter aux familles canadiennes les services de garderies. De par ce programme, le gouvernement augmentera de 200 000 le nombre de places dans les garderies et créera jusqu'à 40 000 nouveaux emplois.

Monsieur le Président, depuis 1984, c'est plus de 500 000 femmes qui ont trouvé du travail au Canada, et notre nouvelle stratégie nationale sur la garde des enfants profitera aux enfants, aux familles traditionnelles et monoparentales.

Selon Statistique Canada, en 1986, on comptait moins de deux enfants par famille. Notre politique vise à augmenter ce nombre en aidant nos familles et en leur accordant plus de «facilités» quant aux services de garderies. Investir dans nos enfants et la famille, c'est croire en l'avenir de ce pays et c'est ce que notre gouvernement fait et a l'intention de continuer de faire.

* * *

● (1415)

[Traduction]

L'INDUSTRIE

LA FERMETURE DE L'ANCIENNE SOCIÉTÉ CANADIAN PORCELAIN À HAMILTON

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, la semaine dernière nous avons pu voir les derniers vestiges de ce que nous a laissé en héritage l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens). Il y a dans la ville de Hamilton une société qui s'appelait *Canadian Porcelain* et que les autorités municipales et régionales ainsi que les travailleurs ont tenté d'acheter il y a deux ans. La ville, la région et les travailleurs ont essuyé un refus de la part du gouvernement actuel, qui a dit préférer l'acquisition par une société américaine.

J'ai prédit à l'époque que si une société américaine prenait le contrôle de *Canadian Porcelain*, cela voudrait dire à brève échéance la fermeture de l'entreprise et la perte des emplois. Effectivement, vendredi dernier la société, dont la raison sociale est maintenant *Lapp Insulators*, a annoncé qu'elle fermait ses portes à Hamilton. Elle lève les pattes.